FORMAT DE COLLECTE DES DONNEES DE DIAGNOSTIC

1. Par rapport au questionnaire

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcris intégralement)
État de développement du système national de S&E des politiques publiques		
	QE1.Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Il n'y a pas d'instance nationale de coordination du suivi évaluation, chaque département organise son suivi évaluation à son niveau. Par exemple la CPS/SDR couvre le secteur du développement : Agriculture, élevage et pêche. La planification à travers le budget programme a commencé depuis 2018 mais la généralisation n'est pas faite pour le moment. L'évaluation de la politique agricole est en cours. Actuellement au Mali, les nouvelles politiques prévoient au moins une à deux évaluations. Les revues sectorielles sont faites chaque année à travers la revue CREED, le CSCRP/CSLP, les ODD. Généralement les démarches respectent la participation de la société civile, les bureaux d'études si c'est prévu par la politique. Pas de publication des résultats des évaluations.
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables…) ?	
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques publiques	**Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques**	
	QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	Il n'existe pas de cadre juridique pour les évaluations des politiques chaque département ministériel à travers son CPS organise son évaluation, il en n'est également pour les clauses d'évaluations
	QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	La CPS représente l'instance d'évaluation au sein de son département ministériel
	QE.8 Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	
	QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	
	QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	Il n'existe de dispositif inter organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques
	Cadre opérationnel	
	QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	
	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	Seulement à travers la revue du CREED et autres

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcris intégralement)
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	
	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des politiques publiques	**Production et diffusion des données et résultats du S&E**	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	L'INSTAT est chargé de faire l'évaluation chaque année de la production annuelle agricole, d'autres structures le font également notamment le SAP à travers le commissariat à la Sécurité alimentaire et les résultats sont disponibles pour le public pour préparer le plan national de la réponse. Certaines plateformes existent mais non alimenté ou fonctionnel.
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture..] ? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (*chercheurs..*) ?	
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	
	QE20. Quel est le niveau d'intégration des bases de données statistiques du S&E des politiques publiques du pays ?	
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	**Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires**	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	
	QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	
Principes	**Attributions et rôles**	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcris intégralement)
aux acteurs dans le S&E des politiques publiques	**QE25.** Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	
	QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	
	QE28. Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&E à l'égard des aléas politiques ?	
Utilisation des résultats issus du S&E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques	**Utilisation et influence**	
	QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?	
	QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?	
	QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?	
	QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?	
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E des politiques publiques	**Organisations de la Société Civile (OSC)**	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	
	Bailleurs de fonds	
	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	
	QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcris intégralement)
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	**Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E**	Les formations en suivi évaluation ont lieu en général hors du pays mais le centre de formation en développement (CFD) en partenariat avec l'ENAP de Canada sont les structures qui organises plus de formation dans le domaine et cela à au Mali ou au Canada ou par téléconférence. A ma connaissance au niveau université il n'existe pas pour le moment
	QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	
	QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	
	Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E	
	QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures..) ?	
	QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	

2. Par rapport à la grille d'entretien

Questions clés à poser aux parties prenantes, classées par question de diagnostic

Cette partie contient des questions types que les membres de l'équipe de diagnostic pourraient poser pour recueillir les informations dont ils ont besoin pour fournir des preuves à l'appui des réponses aux différentes questions de la matrice de diagnostic. Ces questions pourraient être complétées par des questions spécifiques au thème à l'étude selon l'appréciation de l'assistant de recherche.

Questions générales :

1. Le pays dispose-t-il de cadre légal et réglementaire spécifique qui régit la pratique de l'évaluation des politiques publiques ?

Pas de cadre légal et réglementaire de l'évaluation des politiques publiques

2. Pouvez-vous décrire brièvement, d'où émane le besoin de mener des études et des missions d'évaluation dans le pays, tant sur le plan institutionnel, légal ou réglementaire, que du point de vue des acteurs directement concernés ?

Le besoin d'évaluation émane des politiques actuelles car elles prévoient tous aux moins 2 évaluations

3. Les documents de politique générale ou nationale qui existent dans le pays font presque tous référence au suivi et à l'évaluation des politiques et/ou programmes publics, quels sont les mécanismes de reddition de compte en place ? En quoi cela est-il différent des dispositifs et processus de suivi pour renseigner les indicateurs de mise en œuvre, et d'activités, ou des mécanismes de contrôle tels que l'audit ou l'inspection ?

Adoption du budget programme en 2018

4. Quelles sont les évaluations intéressantes qui ont eu lieu dans le pays ? Est-ce le fait de (i) la politique nationale d'évaluation, (ii) la coopération internationale, (iii) la société civile ou (iv) instituts de recherche et Universités ?

La politique nationale agricole est en cours d'évaluation présentement par un bureau privé

5. Jusqu'à quel niveau les agences nationales de statistiques sont-elles impliquées dans l'évaluation des politiques publiques ?

INSTAT est impliqué dans l'évaluation de la production annuelle ou la méthodologie est conjointe. Chaque 10 ans en partenariat avec la FAO le recensement agricole est exécuté.

6. Les réseaux d'évaluation sont-ils considérés comme un maillon important du dispositif de SE des politiques publiques ?

Oui surtout en terme de renforcement de capacité

7. Qui effectue les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays ? Existe-t-il d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation, et qui effectuent les missions dans le pays ?

La CPS a le mandat de faire mais elle fait recours aux bureaux nationaux et internationaux

8. Qu'en est-il de l'offre de formation en évaluation au niveau du pays ? Existe-t-il des écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation ? Sur quoi portent les modules dispensés ?

Centre de formation en Développement et le CESAG

9. Pensez-vous que l'existence d'un cadre institutionnel est-il un préalable à l'existence d'une culture d'évaluation au sens où on en parle souvent (*des pratiques établies, une bonne acceptation, une culture de la reddition et de la dissémination de l'information sur l'action publique*) ?

Oui si on n'est pas formel les gens font l'évaluation dans tous les sens. Dans tous les cas l'existence de cadre institutionnel doit être un préalable.

10. Qu'est qui peut faire améliorer la pratique d'évaluation des politiques publiques au pays ?

CPS, Bureau d’étude et l’INSTAT

15 septembre 2021	Amadou Souleymane Fofana ING. Agro économiste Chef de l'Unité Programmation Suivi Evaluation.	Cellule de Planification et de Statistique Secteur Développement Rural.	Tel : +223 76 32 28 53 +223 66 32 28 53 amadoufof@hotmail.com